

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23/10/2024

Le 23 octobre deux mille vingt-quatre, à 18h30, les membres du Conseil Municipal se sont réunis sous la présidence de Monsieur André LANUSSE-CAZALÉ, Maire de GARLIN.

Étaient présents : Mesdames : Joëlle Préchacq-Latreyte, Marie-Anne Sommesous, Francine Lahore, Chantal Ferrando, Claire Labat

Messieurs : André Lanusse-Cazalé, Claude Artigues, Mikaël Bernadet, Pierre Labrosse, Anthony Jegou, Jean-Claude Tucoulou,

Excusé(es) : Marguerite Vogt (pouvoir à Marie-Anne Sommesous)

Absents : Julie Sabran,

Secrétaire de séance : Claire Labat

ORDRE DU JOUR

- Approbation du compte-rendu du 13 août 2024 et du compte-rendu du 18 septembre 2024
- Projet relatif à la Maison Nabonne
- Plan de financement Agrès Sportifs
- Modification du temps de travail d'un emploi à temps non complet de plus de 10 %
- Modification de la création d'emploi relatif à l'Agence postale
- Recrutement des agents recenseurs
- Convention d'adhésion au service commun d'instruction des autorisations d'urbanisme
- Convention instruction des autorisations relatives à la police de la publicité
- Convention transfert de compétence IRVE
- Convention d'attribution d'équipements cyclables à titre gratuit aux communes
- Électrification : approbation du projet et financement - Territoire Energie 64 - Affaire N° 24GEPP229
- Électrification : approbation du projet et financement - Territoire Energie 64 - Affaire N° 22REP063
- Vente terrain (parcelle de 20ares)
- Location d'un bureau
- Location CMP
- Mesures pour optimiser les finances de la commune (modification des horaires d'ouverture au public de la mairie, révision des indemnités, ...)

QUESTIONS DIVERSES

- SEMAINE DU HANDICAP
- ORANGE
- INTRACTING
- RENOUELEMENT EMPLOI TECHNIQUE
- PRÉVOYANCE MNT
- DEVIS INFORMATIQUES EN INSTANCE

- MISE EN PLACE D'UN SERVICE DE BROYAGE VEGETAUX
- CFU

1. APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 AOÛT 2024 ET DU COMPTE-RENDU DU 18 SEPTEMBRE 2024

Compte-rendu du 13 AOÛT 2024 et COMPTE-RENDU DU 18 SEPTEMBRE 2024 transmis par mail le 21 octobre 2024.

André Lanusse-Cazalé : Le compte-rendu a été envoyé par mail le 21 octobre 2024. Avez-vous des observations ? Il est approuvé, je vous remercie.

(votants : 11 exprimés : 12 pour : 11 contre : 0 abstention : 1)

2. PROJET RELATIF À LA MAISON NABONNE

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre de son projet global de revitalisation, la commune de Garlin a inscrit plusieurs projets consistant à rénover et réhabiliter plusieurs biens bâtis en centre-bourg. La commune, située en zone de revitalisation rurale et labellisée petite ville de demain (PVD), a notamment engagé une réflexion sur la modernisation et la rénovation du patrimoine communal situé au sein de ce périmètre stratégique. L'immeuble bâti à usage d'habitation sis à GARLIN (64330), cours de la République, cadastré section AH n°108 pour une contenance de 485 m², dit « Nabonne », dont la commune est propriétaire depuis 2009 a été repéré comme étant adapté à recevoir une opération destinée à créer des logements locatifs sociaux.

Monsieur le Maire rappelle la délibération n°1 de la séance du 6 octobre 2022 portant validation d'une convention de portage avec l'Établissement Public Foncier Local (EPFL) Béarn Pyrénées. Il indique que depuis, TOIT DE GASCOGNE, a également proposé un projet, sans démolition du bâtiment (contrairement à celui de DOMOFRANCE). La commune avait en effet sollicité le bailleur social TOIT DE GASCOGNE pour envisager un projet « sans destruction » d'une partie du bâtiment. Le 21 décembre 2023, le Conseil d'Administration de Toit de Gascogne a adopté la résolution concernant l'achat à la commune de la Maison Nabonne.

Madame Silvia PERFEITO, architecte et associée au sein du cabinet d'architectes Béarnais Agence DESPRES de Nay est venue à Garlin le 17 juillet pour visiter la Maison Nabonne. Le 17 septembre 2024, la commune a reçu M. Serge CAMPAGNOLLE directeur du Toit de Gascogne, M. Benoît DUPEY responsable du service Habitat du Département des Pyrénées-Atlantiques, M. Frédéric CLABE Vice-président de la CCLB en charge de l'Habitat et des Mobilités, Mme Emilie LACABANNE responsable du service Urbanisme et Habitat de la CCLB et M. Frédéric CLAIN en charge du projet Petites Villes de Demain afin de faire le point sur l'avancement du travail du Toit de Gascogne sur le projet Nabonne.

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- **CHARGE Monsieur le Maire d'informer les services de l'EPFL et de TOIT DE GASCOGNE de la volonté de travailler avec eux sur cette opération.**

(votants : 11 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

AJ : Combien la commune va-t-elle devoir payer à l'EPFL ?

SG : À ce jour, l'EPFL a engagé 10 314,00 € HT de dépenses d'études pour le compte de la commune (diagnostic amiante, plomb et termites, relevé de façades) pour permettre à Domofrance une reconstruction de l'immeuble à l'identique. Sans porteurs de projet désigné par le conseil municipal, ces frais d'études, aujourd'hui supportés par l'EPFL, seront à la charge de la commune.

CA : Qu'a-t-on prévu pour sauver les vieux fours ?

Ils datent de 1600 ou 1700. Ils doivent être conservés.

L'architecte de Domofrance s'était engagé à les conserver.

MB : Pourquoi voter alors si on a pas les éléments ?

ALC : Il faut voter pour leur permettre de travailler sur les plans. Il faut valider notre volonté de travailler avec TOIT DE GASCOGNE sur cette opération.

SG : Nous avons demandé à TOIT DE GASCOGNE d'être présents ce soir afin de pouvoir discuter ensemble de ces éléments, mais ils n'ont pas pu.

3. AMÉNAGEMENT D'UN PLATEAU SPORTIF : APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT

Le Maire rappelle au Conseil Municipal sa volonté de réaliser des travaux d'aménagement d'un plateau sportif sur la plaine des sports. Il convient maintenant d'actualiser ce plan de financement et de solliciter certaines subventions.

Le plan de financement de l'opération est le suivant :

DEPENSES HT		RECETTES HT		
	Montant		Montant	%
Travaux : détail des postes (Lot n°, objet, entreprise)	41 441 €	AGENCE NATIONALE DU SPORT	27 678 €	44.34%
ACHAT DES AGRES KASO	31 595 €	DEPARTEMENT	7 218 €	11.56%
PANNEAU D'AFFICHAGE KASO	448 €	CCLB	10 319 €	16.53%
TRANSPORT SUR VENTE KASO	1 250 €	Autofinancement	17 214 €	27.57%
BETON / ENGIN / GAZON SABLE / LOCATION KASO	4 298 €			
PRESTATION MAIN D'ŒUVRE POSE AG KASO	3 850 €			
Prestations intellectuelle (Maîtrise d'œuvre, bureaux d'études, de contrôle ...) détail des montants par prestation	3 588 €			
MAÎTRISE D'ŒUVRE (12 demies-journées) APGL	3 588 €			
Détail des Autres dépenses (Assurance dommage ouvrage, publicité, ...)	0 €			

Détail des Autres dépenses associées	17 400 €			
MOBILIER URBAIN (tables, bancs, poubelles, ...)	6 400 €			
AMENAGEMENTS PAYSAGERS (pose d'une haie,...)	11 000 €			
TOTAL HT	62 429 €	TOTAL HT	62 429 €	100%

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- APPROUVE le plan de financement,
- AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter les subventions de l'État, du Département, de la CCLB telles que référencées dans le projet de plan de financement,
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document à intervenir dans ce cadre.

(votants : 11 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

AJ : Il y a un reste à charge minimum de 20% pour la commune

ALC : Pour ne pas perdre les subventions, il faut valider les devis avant le 31 janvier 2025 ; les travaux pourront être effectués plus tard.

AJ : pourquoi faut-il faire les aménagements paysagers alors que notre budget ne le permet pas.

SG : C'est un projet réfléchi, global (agrès sportifs sur un espace aménagé, la plaine des sports de Garlin). Le reste à charge pour la commune est moins élevé qu'au départ, la CCLB venant de nous accorder un fonds de concours pour cette opération. C'est une chance pour la commune.

4. MODIFICATION DU TEMPS DE TRAVAIL D'UN EMPLOI À TEMPS NON COMPLET DE PLUS DE 10 % - AGENT EN CHARGE DE L'ENTRETIEN DES LOCAUX

Le Maire expose au Conseil Municipal la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail d'un emploi de l'agent en charge de l'entretien des locaux (Titulaire - Catégorie C – Filière Technique- Adjoint technique 2ème classe) emploi permanent à temps non complet (14,5 heures hebdomadaires) afin de désormais aussi assurer l'entretien du nouveau pôle administratif.

Après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires, après avis favorable du Comité Social Territorial Intercommunal rendu le 12 septembre 2024 et après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

- DECIDE la création, à compter du 1^{er} novembre 2024, d'un emploi permanent à temps non complet (17,5 heures hebdomadaires) de l'agent en charge de l'entretien des locaux (Titulaire - Catégorie C – Filière Technique- Adjoint technique 2ème classe)
- DECIDE la suppression, à compter du 01 décembre 2024, d'un emploi permanent à temps non complet (14,5 heures hebdomadaires) de l'agent en charge de l'entretien des locaux (Titulaire - Catégorie C – Filière Technique- Adjoint technique 2ème classe)

- **PRECISE** que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice

(votants : 11 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

PL : Cela permet que l'agent ne fasse plus d'heures supplémentaires.

5. MODIFICATION DE LA CRÉATION D'EMPLOI RELATIF À L'AGENCE POSTALE

Monsieur le Maire rappelle par délibération du 20 juin 2024, la Commune de GARLIN a décidé de créer un emploi permanent d'adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C à temps complet pour assurer la Tenue et gestion de l'agence postale communale

Monsieur le Maire précise qu'il convient de modifier cet emploi afin de pouvoir recruter un agent contractuel sur l'emploi créé par délibération du 20 juin 2024 relatif à la tenue et à la gestion de l'agence postale puisque la délibération ne prévoit pas cette possibilité.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal de modifier l'emploi permanent à temps non complet pour assurer la tenue et à la gestion de l'agence postale. Il précise que l'agent affecté à cet emploi sera donc chargé des missions suivantes :

- **Services postaux :**
 - Assurer l'accueil des usagers de l'agence et le conseil en matière d'envois postaux
 - Affranchir les lettres et colis ordinaires,
 - Vendre des timbres-poste à usage courant, des enveloppes Prêt-à-Poster, des Colissimo et des Chronopost ainsi que des kits téléphonie de base
 - Traiter les dépôts d'objets y compris recommandés,
 - Permettre le retrait des lettres et colis,
 - Permettre le dépôt des procurations courrier,
 - Mettre en place les services de proximité : contrat de réexpédition du courrier, garde du courrier, abonnement mobilité et Prêt-à-Poster de réexpédition,
 - Assurer l'accueil téléphonique des usagers de l'agence.
 - Commande de colis
- **Services financiers et prestations associées :**
 - Effectuer des retraits d'espèces,
 - Transmettre au bureau de poste pour traitement direct certains documents selon les règles en vigueur,
 - Effectuer des versements d'espèces,
 - Commande de fonds

La durée hebdomadaire moyenne de travail serait fixée à 27 heures.

Cet emploi appartient à la catégorie hiérarchique C

Le tableau des emplois sera complété comme suit :

Emploi	Grade(s) associé(s)	Catégorie(s) hiérarchique(s)	Effectif budgétaire	Temps hebdomadaire moyen de travail	Fondement du recrutement si recrutement en qualité de contractuel
--------	------------------------	---------------------------------	------------------------	---	---

AGENT D'ACCUEIL DE L'AGENCE POSTALE	Adjoint administratif	C	1	Temps complet ou 27 h	Article L.332-8 6° du Code général de la fonction publique
---	--------------------------	---	---	--------------------------	---

Cet emploi permanent pourra être pourvu :

- par le recrutement d'un fonctionnaire en application du principe général posé à l'article L.311-1 du Code général de la fonction publique selon lequel, sauf dérogation prévue par une disposition législative, les emplois civils permanents des départements, des communes et de leurs établissements publics à caractère administratif sont occupés par des fonctionnaires,
- par dérogation, par le recrutement d'un agent contractuel en application des dispositions de l'article L.332-8 6° du Code général de la fonction publique, qui permettent, pour les emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public, de recruter des agents contractuels sur des emplois permanents.

Les contrats de travail sont conclus pour une durée déterminée maximale de 3 ans renouvelable par reconduction expresse dans la limite de 6 ans. Si, à l'issue de cette durée de 6 ans, le contrat est reconduit, il l'est par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Dans l'hypothèse du recrutement d'un agent contractuel, l'emploi pourrait être doté d'un traitement afférent à l'indice brut 367 et majoré 366

Le cas échéant, la rémunération comprendrait, les primes et indemnités prévues pour le cadre d'emplois correspondant aux fonctions assurées telles que fixées pour les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des Adjointes administratifs territoriaux par délibération du Conseil Municipal en date du 29 juin 2020.

Après avoir entendu Monsieur le Maire dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal

- CONFIRME** - la création à compter du 01 octobre 2024 d'un emploi permanent à temps non complet d'adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C à temps complet pour assurer la Tenue et gestion de l'agence postale communale représentant 27h de travail par semaine en moyenne,
- DECIDE** - que cet emploi pourra être pourvu par le recrutement d'un fonctionnaire ou d'un agent contractuel,
- que dans l'hypothèse du recrutement d'un agent contractuel, cet emploi sera doté d'un traitement afférent à l'indice brut 367 et majoré 366
- AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le contrat de travail proposé en annexe s'il opte pour le recrutement d'un agent contractuel au terme de la procédure de recrutement,
- ADOpte** l'ensemble des propositions de Monsieur le Maire
- PRÉCISE** que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

(votants : 11 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

CL : Peut on voter sans avoir la confirmation du CDG64

Oui, car le CDG a été consulté exprès et il est impératif de délibérer pour publier l'offre d'emploi

6. CRÉATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'ADJOINT À LA SECRÉTAIRE DE MAIRE

Monsieur le Maire expose que conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité territoriale ou établissement public sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. Cette délibération est également proposée lorsqu'il s'agit de créer les emplois permettant aux agents de bénéficier des avancements de grade.

Compte tenu des besoins du service administratif, il convient d'en renforcer les effectifs.

Dans ce cadre, le Maire propose à l'organe délibérant la création d'un emploi permanent de d'adjoint à la secrétaire de maire à temps complet. Il précise que l'agent affecté à cet emploi sera donc chargé des missions suivantes :

- **Aide au secrétariat au sein du service administratif**
 - Traiter les appels téléphoniques

- Accueillir, informer et orienter les administrés
- Ouverture et enregistrement du courrier,
- Tâches de secrétariat courantes (frappe et envoi de courrier pour les élus ou la SG),
- Gestion de l'état civil
- Gestion des dossiers d'urbanisme
- Participation à la vie administrative de la collectivité.
- Rédaction des comptes rendus (conseils municipaux, réunions,...)
- Archivage (dossiers, factures, ...)
- **Réception et traitement des dossiers demandes de pièces d'identité,**
- **Tenue et gestion de l'agence postale communale,**

Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des Adjoint administratifs territoriaux, au grade d'Adjoint administratif, relevant de la catégorie hiérarchique C,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :

- DECIDE de créer à compter du 1^{er} décembre 2024, l'emploi permanent d'adjoint à la secrétaire de maire à temps complet, de catégorie C, au grade d'Adjoint administratif relevant du cadre d'emploi des Adjoint administratifs territoriaux,
 - AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au recrutement de l'agent qui sera affecté à cet emploi
 - PRÉCISE que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent recruté sont inscrits au budget,
- (votants : 11 exprimés : 12 pour : 11 contre : 1 (Mikaël Bernadet) abstention : 0)

MB : Est-ce qu'on ne se laisse pas le temps de voir si la fermeture au public 2 demi-journées ? cela devrait permettre au personnel d'avoir plus de disponibilité pour travailler.

ALC : Attention, les agents font aujourd'hui beaucoup plus d'heures qu'ils ne devraient.

AJ : L'embauche d'une personne de plus doit aussi servir à préparer l'avenir

PL : Il y a beaucoup de retard sur l'urbanisme par exemple, ce n'est pas acceptable. Ces dossiers demandent de la concentration et du temps. L'agent recruté pourra y travailler dessus aussi.

7. RECRUTEMENT DES AGENTS RECENSEURS : CRÉATION D'EMPLOIS POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que la loi n°2002-276 relative à la démocratie de proximité confie aux communes l'organisation des opérations de recensement de la population.

Pour assurer cette mission, il propose la création de trois emplois occasionnels à temps non complet d'agents recenseurs. Les emplois seront pourvus par le recrutement d'agents contractuels en application des dispositions relative à la Fonction Publique Territoriale qui permet le recrutement d'agents contractuels pour faire face à un accroissement temporaire d'activité.

La durée de travail hebdomadaire sera fixée à 20 heures en moyenne. L'emploi pourrait être doté de la rémunération correspondant à la valeur de l'indice brut 367 majoré 366 de la fonction publique.

Après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- DECIDE la création de trois emplois non permanents à temps non complet d'agent recenseur du 16 janvier au 17 février 2024,
- FIXE à 20 heures le temps hebdomadaire moyen qu'il représente (pour un poste à temps non complet).
- AUTORISE le Maire à signer les contrats de travail
- PRÉCISE que l'emploi sera doté de la rémunération correspondant à la valeur de l'indice brut 367 majoré 366 de la fonction publique
- PRÉCISE que les crédits suffisants seront prévus au budget de l'exercice.

(votants : 11 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

ALC : du 16 janvier au 17 février 2024, on a un quota de recenseur fixé par l'État à embaucher, avec une partie indemnisée par l'État mais qui ne couvre pas l'intégralité du coût (environ 5500 €). Mais c'est une obligation.

Nous avons déjà 3 candidats.

8. AVENANT CONVENTION D'ADHÉSION AU SERVICE COMMUN D'INSTRUCTION DES AUTORISATIONS D'URBANISME

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le 6 novembre 2020 le Conseil Municipal l'avait autorisé à signer avec la Communauté de communes des Luys en Béarn la convention entre relative à l'adhésion au service commun d'instruction des demandes d'autorisations d'urbanisme.

Pour rappel, la Communauté de Communes des Luys en Béarn a créé un service commun d'instruction des demandes d'autorisations du droit des sols au service des communes, dont elle assume l'intégralité du coût financier.

Les modalités d'adhésion de la Commune au service commun pour l'instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol délivrés en son nom sont définies par convention. Il est à noter que la Commune reste seule compétente en matière de délivrance d'autorisations d'urbanisme et qu'elle constitue le guichet unique pour l'enregistrement des demandes et la réception des administrés.

Monsieur le Maire précise qu'il s'agit de faire évoluer la convention sur deux points :

- La dématérialisation des actes d'urbanisme
- L'accompagnement technique sur le contentieux lié aux actes d'urbanisme

Où l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- APPROUVE les termes de l'avenant de la convention entre la commune et la Communauté de communes des Luys en Béarn relative à l'adhésion au service commun d'instruction des demandes d'autorisations d'urbanisme.
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer le présent avenant de la convention.

(votants : 11 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

Ainsi délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

9. CONVENTION PORTANT CRÉATION D'UN SERVICE D'INSTRUCTION DES AUTORISATIONS RELATIVES À LA PUBLICITÉ

Monsieur le Maire rappelle que jusqu'au 31 décembre 2023, la police de la publicité comprenant l'instruction des demandes de pose d'enseigne, des déclarations de publicité et de pré-enseigne relevait de la compétence du Préfet car la CCLB n'était pas couverte par un Règlement local de publicité intercommunal (RLPI).

Il indique que depuis le 1^{er} janvier 2024, il y a un transfert automatique de compétence de la police de la publicité de l'État à la Communauté de communes.

Il précise que la présente convention a pour objet de définir les modalités d'adhésion de la Commune de Garlin au service commun pour l'instruction des demandes d'autorisation préalable de publicité, d'enseigne ou de pré-enseigne.

Où l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- APPROUVE les termes de la convention entre la commune et la Communauté de communes des Luys en Béarn relative à l'instruction des autorisations relatives à la police de la publicité
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer la présente convention.

(votants : 11 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

ALC : Auparavant, c'était la Préfecture qui gérait cela. Depuis le 1^{er} janvier, c'est décentralisé.

10. CONVENTION D'ATTRIBUTION D'ÉQUIPEMENTS CYCLABLES À TITRE GRATUIT AUX COMMUNES

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'en tant que lauréate du dernier appel à projet de l'ADEME, la Communauté de communes des Luys en Béarn a pu bénéficier d'un soutien financier pour développer sa politique cyclable intercommunale.

Ce soutien a permis à la Communauté de communes de mettre en place un schéma directeur cyclable intercommunal, approuvé par délibération n°90/2024 en date du 16 mai 2024, ainsi que de financer des équipements en faveur du développement de la pratique du vélo sur le territoire : acquisition de 82 arceaux vélo et de 8 stations de réparation/ gonflage vélo.

Monsieur le Maire précise qu'il s'agit désormais de procéder à la répartition et à l'installation de ce matériel cyclable sur le territoire en suivant les recommandations inscrites dans le schéma directeur cyclable intercommunal et en collaboration avec les communes ayant participé à son élaboration.

En tant que commune participante à l'élaboration de ce schéma, la commune est invitée à signer la convention d'attribution d'équipements cyclables à titre gratuit qui seront prochainement attribués.

Où l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- APPROUVE les termes de la convention entre la commune et la Communauté de communes des Luys en Béarn relative à l'attribution d'équipements cyclables à titre gratuit
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer la présente convention.

(votants : 11 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

CF : Quels sont les équipements ?

ALC : Il y a normalement 6 arceaux et une station de réparation pour notre commune.

MS : Qui a participé au groupe de travail ?

ALC : J'y ai participé.

PL : Qui va entretenir la station de gonflage ? Où va-t-on installer les arceaux ?

ALC : Je propose de réfléchir aux endroits les plus pertinent pour les installer.

JCT : Au collège il y en déjà, il serait pertinent d'en mettre aux agrès, à la salle polyvalente et place Marcadieu.

11. ÉLECTRIFICATION : APPROBATION DU PROJET ET FINANCEMENT - TERRITOIRE ENERGIE 64 - AFFAIRE N° 24GEEP229

La commune confirme sa volonté de faire réaliser les travaux suivants :

24GEEP229 GARLIN : GROS ENTRETIEN ECLAIRAGE PUBLIC	
Programme "Sans subvention 2024"	
Réalimentation réseau Eclairage Public suite à Travaux - Avenue Martyrs de la Résistance - Façade restaurant	

La commune confirme la validation du plan de financement suivant :

- Participation aux travaux d'un montant de 862,55 € sur fonds libres.

La délibération n° 2024-28 fixe les conditions de recours à l'emprunt des communes souhaitant financer la part communale aux travaux (hors frais de gestion) sur emprunt contracté par TE 64. Ainsi, un seuil minimum est déterminé en fonction du nombre d'habitants de la commune. Le tableau suivant est désormais applicable :

Population commune	Seuil minimum de recours à l'emprunt
Supérieure ou égale à 2 000 habitants	10 000€
Entre 1 000 et 1 999 habitants	5 000 €
Inférieure ou égale à 999 habitants	2 500€

- Participation aux frais de gestion d'un montant de 39,10 € sur fonds libres

(votants : 11 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

12. ÉLECTRIFICATION : APPROBATION DU PROJET ET FINANCEMENT - TERRITOIRE ENERGIE 64 - AFFAIRE N° 22REP063

AJ : Il faut le décaler à 2026 On ne sait pas si on pourra payer.

ALC : on validera lorsqu'on sera en capacité de le faire

PL : C'est un vieux dossier étudié il y a deux ans. Nous nous étions aperçus que l'éclairage autour de la Mairie, lanternes en verre (et pas en led)

Ils nous relancent aujourd'hui car ils ont réussi à obtenir du financement fond vert.

SG : Attention, nous avons eu des remarques cette année, lors des fêtes, car tout le coin était dans le noir du coup.

13. VENTE TERRAIN (PARCELLE DE 20ARES)

Un particulier est intéressé pour acquérir la parcelle AB4, limitrophe de ses parcelles, d'une surface d'environ 2000m2, appartenant à la commune de Garlin. Le particulier en propose 2500€/ha soit 500€ la parcelle de 20ares.

Où l'exposé du Maire et après avoir délibéré, le conseil municipal :

- **AUTORISE** le maire à procéder à la vente de la dite parcelle AB4 pour la somme de 500 euros à Monsieur Raphael BROCA.
- **DIT** que les frais engendrés par cette vente seront à la charge de l'acquéreur.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document à intervenir dans ce cadre.

(votants : 11 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

14. LOCATION D'UN BUREAU À UN PROFESSIONNEL

Monsieur le Maire rappelle que le 23 octobre 2023 le Conseil a décidé de fixer à compter du 1^{er} novembre 2023 le loyer mensuel du local commercial (d'une superficie d'environ 40 m², qui dispose d'une salle principale et d'une pièce attenante constituée de sanitaires et d'un point d'eau) situé 5 rue Firmin Bacarisse à un montant de 250 €.

Monsieur le Maire indique qu'un bureau (d'environ 10 m²) situé à côté de ce local et situé 3 rue Firmin Bacarisse est vacant.

Il informe que ce bien pourrait être mis à la location au 1er novembre 2024. Le montant du loyer pourrait être fixé à 50 €.

Il est précisé qu'il sera demandé une caution d'un mois à la signature du bail.

Après en avoir délibéré et entendu le Maire en ses explications complémentaires, le Conseil municipal

- DECIDE de fixer à compter du 1er novembre 2024 le loyer mensuel du local commercial situé 3 rue Firmin Bacarisse à un montant de 50 €.

(votants : 11 exprimés : 12 pour : 11 contre : 0 abstention : 1 (Claude ARTIGUES)

15. CONTRAT DE BAIL AVEC LE CENTRE HOSPITALIER DES PYRÉNÉES (POUR LE CMP)

Monsieur le Maire rappelle que le contrat de bail avec le Centre Hospitalier des Pyrénées (pour le CMP) arrive à terme au 31/12/2024. Il indique qu'il convient donc de signer un nouveau bail (du 01/01/2025 au 31/12/2030).

Il rappelle que précédemment, la location était consentie moyennant un loyer mensuel de 653.33 € hors charges, soit 1960€ par trimestre. Il précise que ces montants sont révisables annuellement selon la variation de l'indice de référence des loyers de l'INSEE. Ainsi, actuellement, avec les révisions, le loyer mensuel représente un montant de 1994 € et qu'il y a 1523,98 € pour les frais d'entretien.

Il indique aussi que les charges d'entretien des locaux sont évaluées sur une base de 7h hebdomadaires correspondant au salaire brut + charges patronales de l'agent en charge de l'entretien (et que ce coût est susceptible de changer en cas d'évolution de l'indice de traitement de l'agent).

Il rappelle qu'une participation aux frais de chauffage et d'électricité est demandée sur la base de relevés de compteur effectués en début et fin d'année. L'ajustement des charges d'électricité par rapport au relevé de compteur est répercuté sur le titre du 4ème trimestre de l'année.

Il est en effet rappelé que le règlement du loyer et des charges est effectué trimestriellement sur titre au profit de la Commune de Garlin.

Après en avoir délibéré et entendu le Maire en ses explications complémentaires, le Conseil municipal

- PRECISE que les montants susvisés seront révisables selon la variation de l'indice de référence des loyers de l'INSEE et selon l'indice de l'agent d'entretien conformément au bail ci joint
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer le bail courant du 01/01/2025 au 31/12/2030

(votants : 11 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

AJ : 30m²/40m² de jardin mis à disposition, ne pas l'inclure au contrat

SG : Le CMP a fait remonter le fait qu'il y a des problèmes d'isolation phonique (mur pas épais >> problèmes de confidentialité)

ALC : Montant à revaloriser de 1960 € à la dernière signature du contrat

16. MODIFICATION DES HORAIRES D'OUVERTURE AU PUBLIC DE LA MAIRIE

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que la Mairie offre actuellement une amplitude horaire d'ouverture a public de 27h par semaine :

LUNDI : 09h00–12h00 14h00–16h00

MARDI : 09h00–12h00 14h00–16h00

MERCREDI : 09h00–12h00 14h00–16h00
JEUDI : 09h00–12h00 14h00–16h00
VENDREDI : 09h00–12h00 14h00–16h00
SAMEDI : 10h00–12h00
DIMANCHE FERMÉ

Monsieur le maire rappelle que la commission finance a travaillé sur la modification de ces horaires d'ouverture de la mairie au public. Il en ressort que la mairie de Garlin est ouverte au public 27h/semaine alors que celles de Lembeye ou Thèze sont ouvertes respectivement 12h/semaine et 14h/semaine. De son côté, la mairie d'Arzacq est ouverte 25.5h/semaine. Une analyse statistique de l'accueil physique et téléphonique a aussi été réalisée.

Monsieur le Maire propose donc de diminuer les horaires d'ouverture au public avec comme objectifs, le maintien de la qualité en proposant des horaires adaptés aux besoins et aux modes de vie des usagers (en restant ouverts les mercredis et samedi notamment) et la maîtrise des dépenses de fonctionnement, notamment de personnel (en permettant aux agents administratifs d'instruire les dossiers).

Monsieur le Maire propose les horaires d'ouverture de la mairie au public (et téléphone) suivants :

LUNDI : 09h00–12h00 14h00–16h00
MARDI : 09h00–12h00 Fermé l'après-midi
MERCREDI : 09h00–12h00 14h00–16h00
JEUDI : 09h00–12h00 Fermé l'après-midi
VENDREDI : 09h00–12h00 14h00–16h00
SAMEDI : 10h00–12h00
DIMANCHE FERMÉ

L'amplitude horaire d'ouverture au public serait ainsi de 23h par semaine.
La modification entrera en vigueur au 1^{er} décembre 2024

Après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- **ACCEPTE** la modification des horaires d'ouverture de la mairie au public à compter du 1^{er} décembre 2024

(votants : 11 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

CF : Le CCAS doit pouvoir être joint tous les jours en cas de problème.

Des lignes directes existent et restent ouvertes, seul le standard sera sur répondeur.

SG : Certains agents sont déçus de devoir fermer 2 demi-journées et de réduire les créneaux des titres sécurisés. Il sera important de bien expliqué les raisons qui vous ont amené à ce choix (maîtrise des dépenses de fonctionnement, notamment de personnel, en permettant aux agents administratifs d'instruire les dossiers plus facilement et ainsi d'éviter à devoir recruter encore).

ALC : Il faut maintenir notre position, le personnel ne se rend pas compte que ce changement est positif.

MB : Il faut aussi réduire le nombre de titres sécurisés annuels, à 8h/semaine, en n'ouvrant notamment plus les créneaux les mardis et jeudis matin.

17. FIXATION DES INDEMNITÉS DE FONCTIONS DU MAIRE ET DES ADJOINTS

Monsieur Le Maire a rappelé à l'assemblée délibérante que par délibération (du 9 juin 2020 puis du 4 avril 2023) les indemnités de fonction des élus avaient été fixées, conformément aux articles L. 2123-20 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

En avril 2023, il avait donc été convenu que les taux des indemnités étaient fixés à 51,6% pour le Maire, à 12,86% pour les adjoints et à 2,58% pour les conseillers municipaux délégués qui avaient souhaité percevoir une indemnité.

Compte tenu des difficultés financières que rencontre la commune certains élus ont décidé de réduire ou renoncer à leurs indemnités.

	Taux	Montant brut mensuel actuel	Volonté des élus	Nouveaux taux	Nouveaux montants brut mensuel
	actuel				
Maire : André Lanusse-Cazalé	51,60%	2 121,03 €	-10%	46,44%	1 908,93 €
1 ^{er} adjoint : Pierre Labrosse	12,86%	528,61 €	-20%	10,29%	422,89 €
2 ^{ème} adjoint : Chantal Ferrando	12,86%	528,61 €	-20%	10,29%	422,89 €
3 ^{ème} adjoint : Claude Artigues	12,86%	528,61 €	-20%	10,29%	422,89 €
4 ^{ème} adjoint : Francine Lahore	12,86%	528,61 €	-20%	10,29%	422,89 €
CM délégué : Jean-Claude Tucoulou	2,58%	106,05 €	- 10 euros	2,34%	96,05 €
CM délégué : Marguerite Vogt	2,58%	106,05 €	- 10 euros	2,34%	96,05 €
CM délégué : Mickaël Bernadet	2,58%	106,05 €	Renonciation à l'indemnité		0 €
CM délégué : Claire Labat	2,58%	106,05 €	Renonciation à l'indemnité		0 €
CM délégué : Anthony Jegou	2,58%	106,05 €	Renonciation à l'indemnité		0 €
TOTAL		4 765,72			3 792,59 €

Il est précisé que Joëlle PRÉCHACQ-LATREYTE et Marie-Anne SOMMESOUS, conseillères municipales déléguées ne souhaitent toujours pas percevoir d'indemnités.

Ces baisses et renoncations à des indemnités de fonction permettront de passer d'une dépense annuelle de 57 188,64 € euros à une dépense de 45 511,08 euros, soit une économie de 11 677,56 € euros chaque année.

Ces modifications seront effectives à compter 1^{er} novembre 2024.

Où l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

Considérant le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au Maire, aux adjoints et aux conseillers,

Considérant que l'attribution d'indemnités est subordonnée à l'exercice effectif de fonctions,

Considérant que le conseil municipal peut faire masse des indemnités pour les répartir entre les bénéficiaires qu'il aura désignés en tenant compte de leur charge de travail, sans dépasser le montant total des indemnités susceptibles d'être accordées au maire et adjoints,

Considérant les délégations de fonctions accordées par le Maire aux adjoints et conseillers municipaux,

- DECIDE, conformément à la volonté exprimée des élus, la modification des taux et montants d'indemnités des élus telle que prévue dans le tableau susvisé.

- PRECISE :
 - que ces indemnités évoluent automatiquement selon les variations de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique.
 - que la dépense sera imputée à l'article 65311 du budget communal.
 - que ces indemnités seront versées à compter du 1 novembre 2024
 - que conformément aux dispositions de l'article L.2123-20-1 II du Code Général des Collectivités Territoriales, un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal est joint à la présente délibération.

(votants : 11 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

ANNEXES

COMMUNE DE GARLIN
Strate démographique de 1000 à 3 499 habitants

Tableau des indemnités de fonctions des Maire, Adjoints et Conseillers Municipaux

1 / Calcul de l'enveloppe indemnitaire à ne pas dépasser

	Taux maximal en % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique	Valeur de l'indemnité mensuelle	Indemnité totale
Maire	51,6 %	2 121,03 €	2 121,03 €
Adjoint	19,8 %	813,88 €	813,88 € X 4 adjoints en exercice = 3 255,52 €
Montant de l'enveloppe indemnitaire à ne pas dépasser			<u>5 376,55 €</u>

2 / Indemnités votées par le Conseil Municipal

	Taux voté par le Conseil Municipal en % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique	Montant de l'indemnité mensuelle
Maire	46,44%	1 908,93 €
1 ^{er} Adjoint	10,29%	422,89 €
2 ^{ème} Adjoint	10,29%	422,89 €
3 ^{ème} Adjoint	10,29%	422,89 €
4 ^{ème} Adjoint	10,29%	422,89 €
Conseillers Municipaux avec délégation du Maire		
M. Jean-Claude Tucoulou	2,34%	96,05 €
Mme. Marguerite Vogt	2,34%	96,05 €
Montant global des indemnités allouées		3 792,59 €

QUESTIONS DIVERSES

❖ AUTRES MESURES

Par ailleurs, il faudra travailler sur :

- la mise en place d'une commission de suivi des frais liés à l'énergie et modification des horaires de l'éclairage public,
- la mise à jour des conventions de mise à disposition de biens publics aux associations et sensibilisation aux coûts,
- l'éventuelle révision des tarifs
- le fait de détacher Morgane de la poste pour renforcer les besoins administratifs

❖ SEMAINE DU HANDICAP

À l'initiative de Bastien, du samedi 30 novembre au jeudi 05 décembre, la Commune de Garlin et ses partenaires (SIVOS, Collège, École, Médiathèque, Associations,...) mettent en place une série d'actions (animations sportives, spectacles, exposition, rencontres avec des personnes en situation de handicap,...) dans le but de sensibiliser l'opinion publique sur les enjeux liés au handicap. Le but est de favoriser un changement de regard vis-à-vis des personnes en situation de handicap et leur inclusion et surtout de montrer que rien n'est impossible !

PROGRAMME DE LA SEMAINE DU HANDICAP
SAMEDI 30 NOVEMBRE : TÉLÉTHON
Tout le long de la journée : Exposition : Travail effectué par les enfants des écoles, du collège et du Centre de loisirs sur le Handicap et la différence
10 h – 12h : Café et boissons chaudes - Ventes de gâteaux
14 h – 19 h : Marche Concert chorale de Garlin Concert association Kwabao avec les résidents de l'ADIAPH de Diusse et de la MAPHA de Garlin
LUNDI 2 DÉCEMBRE
14h30 : Concert de la Chorale « Arc en Ciel » (Rassemblement de Choristes des ADIAPH du secteur) à l'EHPAD de Garlin à destination des résidents et du club du 3 ^{ème} âge de Garlin. (ouvert à tout public)
MARDI 3 DÉCEMBRE : JOURNÉE INTERNATIONALE DES PERSONNES HANDICAPÉES
9h30 – 11h30 et 14h – 16h : Animations handisport (goalball, carabine lazer, basket fauteuil et boccia) par le Comité Départemental Handisport 64 au Collège et à l'école de Garlin (342 € à financer)
20h30 : Projection d'un film sur le thème du handicap au cinéma de Garlin
MERCREDI 4 DÉCEMBRE : INSERTION PRO ET PRÉSENTATION DES MÉTIERS
10h–12h et 14h – 19h : Forum du Handicap : Association Départementale de Tutelle des Majeurs Protégés (A.D.T.M.P) Association pour le Développement l'Insertion et l'Accompagnement des Personnes Handicapées (ADIAPH) de Diusse. Le Service d'Accompagnement à la Vie Sociale Polyvalent (SAVSP) Les Côteaux du Béarn
Exposition : Travail effectué par les enfants des écoles, du collège et du Centre de loisirs sur le Handicap et la différence
Collecte des bouchons d'amour
JEUDI 5 DÉCEMBRE : PARCOURS DE VIE ET SPORTS

Matin :

Présence de Jan Blanchot (ancien nageur et basketteur) en situation de handicap pour une rencontre avec les élèves de l'école élémentaire de Garlin sur son parcours de vie.

Présence d'André BRETON en situation de handicap pour un échange avec les classes du collège de Garlin sur son parcours de vie et sa prochaine participation au rallye d'Arzacq.

Fin d'après-midi :

Conférence de Bastien LAMARCHE et Thomas FOGEL sur le parcours sportif et de vie de Bastien ainsi que la présentation des différents handicaps en natation

Présence d'un porteur de la flamme olympique résident à l'ADIAPH à Diusse

AUTRES ACTIONS PREVUES DANS LA SEMAINE :

ACSE (l'association des Artisans Commerçants et Services du Canton de Garlin) doit également peut être participer à cette semaine

La Médiathèque va accueillir le public, les écoles et le collège sur la thématique du Handicap tout le long de la semaine.

Documentaire au cinéma dans la semaine : destin regards croisés

SG : Il faudrait qu'il y ait 2 ou 3 élus référents chaque jour pour seconder Bastien.

CL : Je me charge de faire et envoyer un tableau pour que les élus s'inscrivent dessus.

❖ ORANGE

Un travail de négociation sur les tarifs et services liés à la télécommunication est réalisé par Jean-Claude TUCOULOU. Le but étant d'avoir un service de meilleure qualité (avec si possible la Fibre en Maire) et si possible à un coût moins élevé que ce que nous payons actuellement.

Offre Orange Business en date du 15 octobre 2024.

Configuration fibre pour la téléphonie et Internet	Coût mensuel abonnement de base HT	Commentaire
Mairie		
Internet + 0559049196 + Standard 0559047009 + 8 postes	206,10 €	illimité Voix et Internet
2 mobiles	33,90 €	illimité (Voix) - Pas d'Internet
La Halle		
Internet + 0559900483	50,00 €	illimité Voix et Internet
Médiathèque		
Internet + 0559214225	50,00 €	illimité Voix et Internet
Salle Polyvalente		
Internet + 0559047895	50,00 €	illimité Voix et Internet
COUT TOTAL MENSUEL	390,00 €	

Le Conseil Municipal, après un examen détaillé de l'étude et après s'être fait présenter au titre du budget primitif 2025 retient les propositions suivantes :

Sur le Plan technique,

APPROUVE la solution technique proposée.

AUTORISE la mise en place de la nouvelle formule d'abonnements à compter du 1^{er} janvier 2025.

AUTORISE le dépôt du nom de domaine mairiedegarlin.fr.

Sur le plan budgétaire,

VALIDE pour le BP 2025, l'inscription en dépense de fonctionnement, en dépenses annuelles de téléphonie et d'Internet, le montant de 4680 € HT soit 5616 € TTC avec un échéancier de dépenses sur l'année à préciser (pour le suivi de la trésorerie courante).

Où l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

VOTE les propositions du budget primitif de l'exercice 2025 présentées ci-dessus,

(votants : 12 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

❖ INTRACTING

Un dispositif d'avance remboursable à taux très avantageux (0.75%) existe pour financer les travaux d'économies d'énergies. Plusieurs types de travaux peuvent être éligibles sur les bâtiments et notamment le remplacement de l'éclairage des locaux sportifs (salle de sport,...).

La commune a regroupé pas mal d'éléments là-dessus, notamment pour la salle polyvalente où elle a aussi déjà fait faire un devis.

Une réunion se déroulera le **mercredi 30 octobre à 9h30 à la mairie**. Léo LATRUBESSE, Chargé de mission Intracting sera accompagné de Monsieur JUSSIC, Conseiller en Energie Partagé de notre secteur.

❖ RENOUELEMENT EMPLOI TECHNIQUE

La commune a délibéré le 04 avril 2024 pour la création, du 8 avril 2024 au 30 juin 2024 inclus, d'un emploi non permanent d'agent technique polyvalent représentant 22 heures de travail par semaine sur l'année (pour pallier l'absence d'un agent qui a repris le travail en mi-temps thérapeutique). Son contrat a été renouvelé du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 novembre 2024. Il conviendra de voir si la commune renouvelle ce contrat. Pour rappel, elle peut encore le faire par accroissement (12 mois maximum sur une période de 18 mois consécutifs)

❖ PRÉVOYANCE MNT

À partir du 1^{er} janvier 2025, pour la prévoyance, la participation versée aux agents sera obligatoire sur la base d'un montant minimum de référence (7€/mois/agent). Puis, à partir de 2026, elle deviendra également obligatoire pour la couverture santé (15€/mois/agent).

Le Centre de Gestion a œuvré à la mise en place d'une convention de participation en matière de Protection sociale complémentaire concernant la PRÉVOYANCE pour le compte des agents. La commune se renseigne actuellement pour bénéficier du contrat groupe.

DEMARCHE :

- **Solliciter l'avis du CSTI (Comité Social Territorial Intercommunal)**
- **Délibérer pour adhérer** à la convention de participation du CDG avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2025 et **fixer** le montant de la participation financière de l'employeur.

Une fois la délibération prise, **il faut adhérer en ligne** via les Espaces Clients proposés par RELYENS – MNT (**ouverture du portail en ligne à partir de début octobre**). L'adhésion des agents viendra dans un deuxième temps.

PROJET DE DÉLIBÉRATION : ADHÉSION À LA CONVENTION DE PARTICIPATION À ADHÉSION FACULTATIVE DU CDG 64

PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE – PRÉVOYANCE

Monsieur le Maire rappelle que **la réglementation en vigueur** prévoit la participation financière obligatoire des employeurs publics territoriaux et de leurs établissements à la couverture de leurs agents en matière de Prévoyance (« maintien de la rémunération ») à partir du 1^{er} janvier 2025.

Les modalités de mise en œuvre de cette participation sont précisées par ordonnance et par décrets :

- Décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;
- Ordonnance n° 2021-174 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;
- Décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement.

Exposé :

Le Centre de Gestion des Pyrénées-Atlantiques a lancé une consultation, mutualisée au niveau de la coopération régionale des CDG de la Nouvelle-Aquitaine, en vue de **conclure une convention de participation à adhésion facultative des collectivités et des agents couvrant le risque dit « Prévoyance »**.

À la suite de cette consultation, le Centre de Gestion des Pyrénées-Atlantiques, après avoir recueilli l'avis favorable du CST Intercommunal le 27 juin 2024 et après avoir délibéré (DÉLIBÉRATION N° DG8-280624 du 28 juin 2024), **a souscrit le 11 juillet 2024 une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès de la MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE (MNT)** ayant comme courtier **RELYENS** pour une durée de six (6) ans.

Cette convention prend effet le 1^{er} janvier 2025 avec échéance le 31 décembre 2030.

Les collectivités peuvent adhérer librement à cette convention à compter du 1^{er} janvier 2025 et tout au long de la convention. Cette adhésion ainsi que le montant de la participation financière de la collectivité doivent être décidés par délibération, après avis du CST compétent.

Il appartient à chaque agent de la collectivité de décider d'adhérer par contrat individuel aux garanties et taux proposés auxquels il souhaite souscrire dans le cadre de cette convention de participation avec a minima les garanties obligatoires : incapacité et invalidité.

Il est rappelé que la participation financière de la collectivité doit être attribuée **de manière exclusive à une seule modalité de participation.**

Ainsi, si la collectivité décide de souscrire à la convention de participation du CDG 64, **sa participation financière ne pourra être versée qu'aux contrats des agents adhérant à cette convention. Elle ne pourra pas ou plus être allouée à des contrats individuels souscrits auprès de prestataires labellisés.**

Délibération :

Vu la délibération du Centre de Gestion des Pyrénées-Atlantiques N° DG8-280624 en date du 28 juin 2024 actant la candidature retenue afin de conclure la convention de participation pour le risque « Prévoyance »,

Vu la notification du Centre de Gestion de la Gironde (en qualité de coordonnateur de la coopération régionale) de l'obtention de l'offre suite à l'appel public à concurrence, le 17 juillet 2024 auprès de la MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE (MNT) avec pour courtier RELYENS,

Vu la convention de participation signée entre le Centre de Gestion des Pyrénées-Atlantiques et la MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE (MNT) ayant comme courtier RELYENS en date du 11 juillet 2024,

Vu l'avis du Comité social territorial intercommunal en date du **XX/MM/AA, (à saisir prochainement)**

L'assemblée délibérante, après en avoir délibéré, décide :

- **D'ADHÉRER** à la convention de participation à adhésion facultative pour le risque « Prévoyance » conclue entre le Centre de Gestion des Pyrénées-Atlantiques et la MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE (MNT) ayant comme courtier RELYENS, **à effet du 1^{er} janvier 2025,**

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion à la convention de participation du CDG 64 et tout acte en découlant,

- **D'ACCORDER** de manière exclusive sa participation financière aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé en activité **ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation portant sur le risque « Prévoyance »** du CDG 64 quel que soit leur temps de travail au sein de la collectivité,

- **DE FIXER** le niveau de participation financière de la collectivité à hauteur de **7 € bruts** (*La réglementation en vigueur, actuellement, fixe le minimum de la participation financière de l'employeur à hauteur de 7 €.*), par agent et par mois, dans la limite de l'intégralité de la cotisation de l'agent,

La participation est versée directement à l'agent par le biais de son bulletin de salaire,

+ Possibilité :

- **DE MODULER**, dans un but d'intérêt social, la participation en prenant en compte le revenu des agents et, le cas échéant, leur situation familiale,

En application des critères détaillés ci-dessous, le montant annuel/mensuel de la participation est fixé comme suit : **INDIQUER ICI LA GRILLE D'ATTRIBUTION DE LA PARTICIPATION SELON LES CRITÈRES RETENUS PAR LA COLLECTIVITÉ (revenu des agents et/ou situation familiale)**

+ Si une délibération existe déjà pour la Protection sociale complémentaire concernant le risque Prévoyance :

- **D'ABROGER** la délibération n° en date du .. / .. / concernant la participation employeur pour le risque Prévoyance

Ou D'ABROGER partiellement la délibération n° en date du .. /.. /.... concernant la participation employeur pour les risques Santé et Prévoyance sur les dispositions relatives à la Prévoyance.

- **DE PRÉCISER** que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

❖ DEVIS INFORMATIQUES EN INSTANCE

- Renouvellement du Switch (environ 300 €)
- Sauvegarde Externalisée De 400 GO (environ 455 €)
- Borne WIFI (environ 150€)

❖ MISE EN PLACE D'UN SERVICE DE BROYAGE VEGETAUX

Cf. Documentation (convention proposée)

PL : J'ai assisté à une réunion à la CCLB, il va y avoir une obligation de débroussaillage de chaque propriétaire dans un rayon de 50m pour lutter contre les incendies.

❖ CFU

Le Compte Financier Unique est en voie de généralisation, avec une mise en œuvre obligatoire au plus tard pour pour l'exercice 2026. Sur le territoire des Luys en Béarn, 3 communes ont déjà expérimenté le dispositif pour l'exercice 2023. À partir des comptes de l'exercice 2024, les collectivités souhaitant s'inscrire dans le CFU n'ont plus à signer de conventions avec la DGFIP et doivent simplement le formaliser par écrit (courrier, courriel) auprès de leur comptable. Le Conseiller aux Décideurs Locaux a proposé d'opter dès cette année pour le passage au CFU.

❖ PROCHAIN GARL'INFO

Le bulletin doit sortir début janvier

Le coût, à savoir que les 2 éditions annuelles ont un coût de 700 € environ

>> sur la forme (à simplifier ?) : page simple A4 recto, verso en noir et blanc, avec pour article principal, l'info à la population des mesures de restriction financière (mot du maire) + article sur recensement + Bienvenue aux nouveaux commerçants + Loto du comité des fêtes le 25 janvier (par exemple)...

FL : Compte tenu de la situation financière, il n'y a pas de petites économies. Souhaitez-vous que nous fassions différemment (comme par exemple une page resto verso ?)

Le Conseil : On peut garder ce qui est fait d'habitude.

FL : Il faudra parler du recensement, des nouveaux horaires d'ouvertures de la mairie, des restrictions budgétaires.

❖ LA CÉRÉMONIE DES VŒUX

La cérémonie des vœux est programmée le vendredi 24 janvier à partir de 18h30 à la Halle

Le coût : environ 600 €

>> sur le fond et sur la forme, on continue malgré les mesures de restriction financière ?

Inviter les nouveaux habitants (arrivant) de Garlin par courrier.

Deux membres de la Pena interviennent à la fin du Conseil au sujet de la Novillada pour exprimer leur mécontentement et leur inquiétude suite au projet d'organisation d'une Novillada par le Comité des fêtes en juillet prochain.

L'ordre du jour étant épuisé, plus aucune question n'étant soulevée, Monsieur le Maire lève la séance du Conseil Municipal à 20h45.